CZECH REPUBLIC/REPUBLIQUE TCHEQUE

1) *Quels mécanismes ont été mis en place au niveau national pour garantir la compatibilité des lois (qu'il s'agisse de projets de lois, de lois en vigueur, voire de la pratique administrative) avec la Convention ? Quels en sont les modalités (caractère systématique ou non, autorités compétentes et consultations éventuelles (à titre facultatif ou obligatoire)) ? Quels sont les avantages du mécanisme choisi ?*

Il convient de distinguer deux types de contrôle de compatibilité : en amont et en aval de l'adoption de textes normatifs.

Afin d'expliquer la situation, il faut partir du dernier type de contrôle, exercé par la Cour constitutionnelle, soit par voie d'action (saisine par les groupes de parlementaires, le Président de la République, etc., et dans le cas de textes infra-législatifs, également par le défenseur public des droits), soit par voie d'exception (saisine par un tribunal ordinaire d'une disposition indispensable pour qu'il puisse trancher l'affaire). La Cour constitutionnelle a établi que la Convention fait partie de l'ordre constitutionnel et de ce fait jouit de la même protection que les lois constitutionnelles en vigueur, assuré par le pouvoir judiciaire et en dernier ressort par la Cour constitutionnelle.

Celui qui propose un projet de loi ou d'autre texte est censé, en vertu des « Règles législatives du Gouvernement », vérifier la compatibilité du projet avec toutes sortes de critères de référence, y compris l'ordre constitutionnel et les traités internationaux. Sont expressément visées la Convention et la jurisprudence de la Cour. Une section du rapport explicatif du projet doit y être consacrée.

Tout projet de loi ou de règlement proposé pour adoption au niveau central (c'est-à-dire par le Gouvernement ou par les ministères) passe également par une consultation interministérielle préalable et normalement, l'office de l'Agent du Gouvernement, qui fait partie du ministère de la Justice, a la possibilité de soumettre des objections. L'office de l'Agent procède généralement à un contrôle sommaire de la manière dont celui qui propose le texte normatif s'est acquitté de son obligation de vérifier la compatibilité. Il arrive souvent que l'office de l'Agent attire l'attention sur la jurisprudence pertinente de la Cour. Une fois les objections réglées, celui qui propose le texte normatif le soumet à l'Office du Gouvernement (l'équivalent du secrétariat général du Gouvernement) dont le département législatif procède à un contrôle de la qualité du projet et le soumet à son tour à un organe consultatif – le Conseil législatif du Gouvernement et/ou ses commissions de travail.

Les parlementaires, en cas de doutes, peuvent saisir l'Institut parlementaire qui est une unité de recherche propre au Parlement et qui peut renseigner les intéressés entre autres sur les obligations découlant de la Convention. Tout projet ou proposition de loi est discuté en commissions parlementaires.

En ce qui est des avantages de ce système, il convient de relever qu'il repose sur deux éléments complémentaires – mécanismes de contrôle en amont et en aval – qui est en mesure

d'éliminer la plupart des dispositions problématiques de l'ordre juridique même s'il est parfois loin de fonctionner d'une manière parfaite.

2) *Quels obstacles ont été rencontrés lors de la mise en place des mécanismes ou dans leur mise en œuvre ? Comment ont-ils été surmontés ?*

Parmi les problèmes de fonctionnement du mécanisme de contrôle en amont, qui sont néanmoins dans une large mesure contrebalancés par l'existence du contrôle en aval, on peut compter la survenance d'une vérification formelle, et non pas substantielle, du projet de texte normatif, souvent matérialisée en une phrase disant qu'aucun traité international n'est applicable en la matière ou que le projet est compatible avec tous les engagements internationaux de l'État. Une telle approche, le plus souvent basée sur la méconnaissance de la Convention et de l'étendue de son champ d'application, peut être couplée d'une vérification moins stricte de la qualité du projet de texte, normalement censée découvrir les manquements aux exigences prévues par les « Règles législatives du Gouvernement ».

L'office de l'Agent du Gouvernement s'est alors proposé d'élaborer un manuel méthodologique sur les manières de procéder à la vérification de la compatibilité des projets de textes avec la Convention. Ce manuel est sur le point d'être finalisé et sera publié sur Internet. Cette initiative est accompagnée de la mise en place récente d'une base de données accessible sur Internet qui contient les traductions ou les résumés de la jurisprudence de la Cour, ainsi que de la publication, depuis plus de trois ans, d'un bulletin trimestriel contenant une sélection de résumés qui reflète les actualités jurisprudentielles de la Cour de Strasbourg. Il est envisagé de proposer une formation aux fonctionnaires des services législatifs des ministères pour les familiariser avec le manuel méthodologique.

L'engagement de membres de l'office de l'Agent du Gouvernement dans les travaux du Conseil législatif du Gouvernement ou de ses commissions de travail peut également constituer un moyen visant à renforcer l'impact de l'obligation de contrôler la compatibilité en amont.

3) *L'évaluation des caractères adéquat et effectif des mécanismes est-elle prévue ou a-t-elle été envisagée ? Si oui, selon quelles modalités ? Quels sont les obstacles rencontrés dans la mise en place ou pour la mise en œuvre d'une telle évaluation ?*

Il n'a pas été procédé à une telle évaluation et celle-ci n'est pas envisagée pour le moment.